



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 073 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 17 octobre 2017

—
Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 17 octobre 2017

• (1530)

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC)): Bonjour à tous.

Je vous souhaite la bienvenue à cette réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous poursuivons l'étude sur une politique alimentaire pour le Canada. C'est notre dernière rencontre sur ce sujet, qui a accaparé beaucoup de notre temps au cours des dernières semaines. Je vous remercie beaucoup d'être ici.

Nous avons deux groupes de témoins aujourd'hui. Dans le premier groupe, deux témoins sont ici par vidéoconférence et un autre est sur place. Il s'agit de Mme Christina Franc, directrice exécutive de l'Association canadienne des foires et des expositions.

Bonjour et bienvenue.

Nous entendrons aussi Mme Hilal Elver, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Elle comparait à titre personnel par vidéoconférence en direct d'Istanbul, en Turquie, où il est 22 h 30.

Madame Elver, je vous remercie beaucoup de faire ce petit sacrifice pour nous aujourd'hui.

Également par vidéoconférence, mais de Calgary cette fois, nous recevons le vice-président de l'Association nationale des engraisseurs de bovins, M. Casey Vander Ploeg.

Merci beaucoup et bonjour.

Je rappelle aux témoins qu'ils ont sept minutes pour faire leur présentation.

Mme Franc va commencer, et par la suite, nous entendrons nos deux témoins par vidéoconférence.

[Traduction]

Mme Christina Franc (directrice exécutive, Canadian Association of Fairs and Exhibitions): Je vous remercie, mesdames et messieurs, de me donner l'occasion de m'exprimer aujourd'hui au nom de l'Association canadienne des foires et expositions. Je représente 800 foires, sociétés agricoles et expositions dans l'ensemble du pays, du Stampede de Calgary à la foire de Havelock, au Québec, qui dure une journée.

Les foires sont à l'image de leur temps, ancrées dans l'agriculture et animées par des bénévoles. Elles maintiennent des liens culturels, traditionnels et affectifs profonds avec la population locale et définissent un sentiment d'appartenance. Les foires et les expositions sont, depuis des décennies, des chefs de file en matière d'innovation, tout en perpétuant les traditions. Dans le passé, les collectivités comptaient sur elles pour leur apporter les dernières informations et

les techniques les plus récentes, des techniques agricoles au tout dernier système de divertissement.

Nos foires ont traversé dernièrement une période de déclin, mais elles connaissent un nouvel essor dû à une évolution culturelle. Les gens veulent savoir et comprendre d'où viennent leurs aliments. Or, où mieux le faire que dans une foire, où on expose du bétail et des produits agricoles et où l'éducation sur l'alimentation et l'agriculture occupe une place de choix.

Ce qui m'amène à mon premier point. Dans la planification de la politique alimentaire nationale, je vous encourage vivement à consulter et à soutenir les foires et les expositions dans tout le Canada. Une étude de 2008 montrait que nous avons, bon an, mal an, accès à 35 millions de Canadiens. Nous sommes un des rares endroits où vie urbaine et vie rurale se rencontrent. Prenez la Royal Agricultural Winter Fair. Des centaines d'agriculteurs et d'entreprises agricoles s'y pressent chaque année, au centre-ville de Toronto, lieu on ne peut plus urbain. Quelques citoyens au moins s'y rendront.

Ces événements petits et grands comprennent des projets éducatifs très intéressants sur l'agriculture et l'alimentation. Ainsi, la Norfolk County Fair, en Ontario, a un passeport agricole pour les enfants qui remportent des prix s'ils trouvent les réponses à des questions sur l'élevage et l'agriculture.

Nos événements passent presque toujours inaperçus parce que nous n'avons pas les moyens de nous représenter et de nous faire entendre. À vrai dire, je suis certaine que c'est la première fois, ou la deuxième, que la plupart d'entre vous entendez parler de mon organisation, malgré le fait que vous avez, pour la plupart, j'en suis sûre, une foire locale ou quelque chose de ressemblant dans votre propre circonscription.

Ce que je veux dire, c'est que les foires et les expositions ont les outils, les connaissances et la passion nécessaires pour soutenir la politique nationale de l'alimentation et éduquer le public à son sujet. Éduquer est quelque chose que nous faisons depuis des décennies en partenariat avec toutes sortes d'intervenants, ce qui m'amène à mon deuxième point.

Il sera essentiel, dans l'élaboration de cette politique, de mettre l'accent sur l'éducation. Par là, j'entends qu'il est essentiel de donner accès à des aliments sains et sûrs, et j'y suis tout à fait favorable. Cependant, comme le dit le proverbe, « Donne un poisson à un homme, il aura à manger pour un jour; apprends-lui à pêcher, il aura à manger pour tous les jours de sa vie ». Il se révélera beaucoup plus utile à long terme d'informer les Canadiens sur les choix alimentaires sains par-delà tous les bavardages et la désinformation sur les réseaux sociaux et dans d'autres médias.

Selon la province, les foires et les expositions ont droit à des fonds pour l'éducation agricole, mais ces fonds risquent toujours d'être réduits et aujourd'hui, plus que jamais. C'est dommage parce qu'ils ont permis de mettre sur pied d'excellents projets, y compris de réaliser des vidéos sur les activités agricoles et des agriculteurs locaux, ainsi que des expositions interactives sur le développement des cultures et de l'élevage et la transformation de leur produit, entre autres.

Ces projets sont très bien accueillis et contribuent énormément à l'information de nos visiteurs. Aider les gens à comprendre leur alimentation par l'éducation encouragera aussi une évolution culturelle qui aidera également les agriculteurs, les gens comprenant mieux d'où vient leur alimentation. Par conséquent, une éducation stratégique constitue un élément essentiel de cette politique.

Enfin, cette politique permettra de donner aux Canadiens ce qu'ils veulent de façon novatrice et stratégique. Surtout, nous pouvons le faire de manière proactive plutôt que réactive. On voit trop souvent de mauvaises nouvelles sur l'agriculture. Il est temps d'inverser la tendance.

Cette politique peut aider à façonner les perceptions culturelles avant que les mauvaises nouvelles fassent la une. Cela ne peut marcher que si l'on tient compte, dans l'élaboration de cette politique, du volet du marketing et de ce qu'il faut faire pour séduire les masses. Oui, les gens veulent savoir d'où viennent leurs aliments, mais en général, ils veulent plus savoir comment sont traitées les vaches que connaître les conséquences de l'Accord de libre-échange nord-américain.

J'espère que, pour garantir le succès de cette initiative, le gouvernement accordera beaucoup de poids à ce que la population veut savoir par rapport à l'information qu'il souhaite diffuser. Il faut trouver un équilibre qui satisfasse toutes les parties.

Globalement, je suis impatiente de voir où nous mènera cette politique. C'est une formidable occasion et elle s'appuie sur un souhait croissant exprimé par la population.

• (1535)

Pensez à nous, les foires et expositions canadiennes, quand vous irez de l'avant, notamment en ce qui concerne l'éducation et le rayonnement. Nous nous réjouissons à l'idée de collaborer avec vous tout au long de ce processus, du producteur au consommateur.

Je vous remercie.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Je vous remercie beaucoup de votre témoignage.

Nous cédon's maintenant la parole à Mme Elver pour sept minutes.

[Traduction]

Mme Hilal Elver (rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, à titre personnel): Je vous remercie infiniment.

Distingués membres du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes, mesdames et messieurs, j'aimerais pour commencer féliciter le gouvernement canadien d'ouvrir le tout premier débat sur la politique alimentaire nationale du Canada. Une telle initiative est, malgré son importance stratégique, assez rare dans les pays développés, en particulier dans ceux qui, comme le Canada, ne connaissent pas de réels problèmes d'insécurité alimentaire et possèdent un système agricole établi.

L'insécurité alimentaire, toutefois, surtout en ce qui a trait à l'élimination de toutes les formes de malnutrition, est devenue depuis

peu un problème universel qui concerne les pays développés et certainement le Canada, qui est un des premiers producteurs mondiaux de denrées alimentaires et qui se classe parmi les pays les plus riches du monde.

Quelques faits montrent bien l'importance de la malnutrition dans la réalité canadienne. Un Canadien sur quatre est obèse. Le diabète de type 2 gagne rapidement du terrain. Par ailleurs, 1,15 million de petits Canadiens vont à l'école la faim au ventre parce que les aliments frais, complets et nutritifs sont soit trop chers, soit inexistants. Ces formes de grave insécurité alimentaire sont particulièrement présentes dans le Nord du pays, surtout dans les collectivités isolées dans lesquelles vivent la plupart des Autochtones.

Il convient aussi de féliciter le Comité permanent d'avoir adopté une approche holistique qui relie judicieusement la santé de la population et la santé de la planète. La politique agricole et les systèmes alimentaires sont traités ensemble, ce qui est un pas en avant important, étant donné surtout l'importance des changements climatiques et les pénuries de ressources qui s'annoncent.

J'aimerais profiter de cette occasion de parler avec vous pour souligner l'engagement international qu'a pris le Canada de défendre le droit à l'alimentation. Ce droit, qui est un des principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, est à présent considéré comme un droit inscrit dans les principes du droit international coutumier qui est obligatoire pour tous les États, qu'ils en aient ou pas ratifié le contenu.

Le Canada est un leader pour ce qui est de confirmer le caractère obligatoire du droit à l'alimentation. Il a, en effet, ratifié en 1976 le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui reconnaît légalement le droit de chacun à une alimentation adéquate et à une vie à l'abri de la faim.

Le Canada a également ratifié plusieurs autres instruments juridiques internationaux qui confèrent à des segments particuliers de la population, comme les femmes et les enfants, un droit à une alimentation adéquate.

Plus récemment, le Canada s'est engagé à adopter un plan national pour la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le deuxième objectif, qui affirme la volonté d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable, est particulièrement pertinent. Cet engagement est au cœur même de l'évolution du regard que le Canada porte sur la sécurité alimentaire nationale et internationale.

Malheureusement, pendant très longtemps, le gouvernement du Canada n'a rien fait pour intégrer les engagements pris en droit international dans des lois nationales en ce qui concerne le droit à l'alimentation. Je considère que cette initiative offre au Parlement canadien une occasion importante de montrer le sérieux de son engagement à respecter ses obligations en matière de droits de la personne.

Permettez-moi maintenant de parler de questions précises concernant les pesticides qui me semblent capitales pour la politique alimentaire du Canada.

Les quatre volets de la politique alimentaire nationale devraient porter non seulement sur l'accès à des aliments abordables, la santé et la sécurité alimentaire, mais aussi sur la façon dont sont produits les aliments, ce qui devrait toujours être considéré comme un élément fondamental lorsqu'on veut garantir la sécurité alimentaire.

Les principaux éléments des normes désirables en matière de production agricole sont, notamment, des sols, une eau et un air propres et sains, ainsi que l'utilisation de semences variées et la garantie de la diversité biologique. La monoculture est un exemple du type de production agricole le plus intensif. Il s'agit, en fait, d'un ennemi des écosystèmes qui amène souvent à gaspiller des ressources naturelles vitales.

C'est pourquoi nous devrions chercher à concilier production agricole et durabilité. Cet équilibre, certes délicat, permet de planifier la sécurité alimentaire à long terme et de ne pas s'arrêter à la seule rentabilité à court terme.

• (1540)

Augmenter la production sans penser aux générations futures est égoïste et peu prévoyant du point de vue des intérêts agricoles nationaux à long terme du Canada. La diversité de l'agriculture canadienne est précieuse et devrait être soigneusement protégée.

Augmenter l'utilisation excessive de pesticides synthétiques est donc une des questions les plus controversées et les plus cruciales de l'agriculture industrielle actuelle. La meilleure façon de réduire les risques au minimum, c'est de moins recourir aux pesticides et, dans le cas de ceux dont il est démontré qu'ils sont dangereux pour la santé humaine et l'environnement, l'interdiction pure et simple est la seule mesure responsable. Les ouvriers agricoles, les enfants et les communautés autochtones qui vivent dans des zones rurales éloignées sont les plus exposés aux pesticides et à leurs effets chroniques et nocifs qui sont souvent très insidieux, car il est tellement difficile de les diagnostiquer dans les premiers temps de l'exposition.

L'obstacle de la langue pour les travailleurs migrants fait aussi que les étiquettes de mise en garde ne les aident pas à prendre des mesures de sécurité, situation aggravée par le fait que les ouvriers agricoles travaillent généralement sous pression pendant de longues heures pour gagner un salaire horaire, ce qui est leur plus grande priorité. Pour éviter les effets nocifs à long terme sur la santé humaine et sur l'environnement, le principe de précaution devrait être appliqué en ce qui concerne les pesticides qui risquent de causer des dommages et qui en causent.

Malheureusement, on utilise davantage de pesticides synthétiques, ce qui donne à penser qu'il faut renforcer la sécurité et la réglementation. Cela peut se révéler difficile face à la vive résistance opposée par de puissants groupes d'intérêts, surtout en ce qui a trait aux organismes génétiquement modifiés qui sont maintenant très courants dans la monoculture. En fait, la surutilisation de pesticides est mauvaise à la longue pour l'agriculture, car elle fait baisser les rendements au lieu de les augmenter. Cela est aujourd'hui scientifiquement prouvé.

Au Canada, les sols sont beaucoup moins fertiles à cause de l'utilisation problématique de pesticides qui accroît aussi les problèmes dans les bassins hydrographiques et menace la vie aquatique, de même que la qualité de l'eau potable. La diminution des populations de pollinisateurs, comme les abeilles et les papillons, à cause de l'exposition à des insecticides synthétiques, nuit directement et gravement à la sécurité alimentaire future...

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Madame Elver, votre temps est malheureusement presque écoulé. Je vois que vous avez encore beaucoup de feuilles à lire, mais je vous laisse 30 secondes pour conclure votre présentation. Pouvez-vous faire une conclusion rapide? Je suis persuadé que les membres du Comité vont m'autoriser à vous laisser quelques secondes pour le faire.

• (1545)

[Traduction]

Mme Hilal Elver: Pour revenir au dernier rapport que j'ai remis au Conseil des droits de l'homme des Nations unies en mars 2017, j'y formule plusieurs recommandations qui visent à réduire l'utilisation des pesticides dans le monde entier et à définir un cadre d'interdiction et d'abandon progressif des pesticides très dangereux et de promotion de l'agroécologie.

Je propose aux députés de prendre connaissance de ces recommandations et d'essayer de les adopter non pas toutes, mais celles qui correspondent à la réalité canadienne.

Je vous remercie.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Je vous remercie de votre compréhension.

Monsieur Vander Ploeg, vous avez la parole pour sept minutes.

[Traduction]

M. Casey Vander Ploeg (vice-président, Association nationale des engraisseurs de bovins): Je vous remercie, et bonjour, mesdames et messieurs.

Je m'appelle Casey Vander Ploeg et je suis vice-président de l'Association nationale des engraisseurs de bovins. Je remercie le Comité de me donner l'occasion de présenter notre point de vue sur l'élaboration d'une politique nationale de l'alimentation.

L'ANEB a été créée en 2007 pour être la voix nationale des engraisseurs de bovins du Canada. Nos activités portent sur trois domaines prioritaires: premièrement, assurer la croissance et la viabilité de notre secteur; deuxièmement, augmenter notre compétitivité nationale et internationale; et troisièmement, faire preuve de leadership pour l'industrie bovine canadienne. Ce trio — croissance et viabilité, compétitivité et leadership — se retrouve dans une certaine mesure dans les thèmes cernés dans les documents pour une politique alimentaire nationale.

J'aimerais parler principalement de trois points cet après-midi: premièrement, ce en quoi la documentation actuelle sur la politique alimentaire nationale voit juste, selon moi; deuxièmement, ce à quoi toute politique alimentaire nationale doit répondre pour donner de bons résultats; et troisièmement, ce qui me semble manquer. Sur le premier point, en juillet 2017, nous avons fait savoir au ministre MacAulay que nous sommes entièrement favorables à l'idée d'une politique alimentaire nationale et que les quatre piliers énoncés par le gouvernement sont autant d'objectifs que l'ANEB soutient tout à fait.

Dans la documentation, deux autres points sont soulevés et, même s'il ne s'agit pas forcément de piliers, nous sommes convaincus qu'ils sont tout aussi importants. Il est souligné, par exemple, qu'une politique peut servir d'instrument pour « aborder les enjeux liés à la production, à la transformation, à la distribution et à la consommation des aliments ». Dans la mesure où une politique nationale peut aider l'agriculture à régler quelques-uns de nos problèmes très particuliers, c'est tant mieux.

La documentation souligne aussi qu'un accès suffisant à des aliments abordables, nutritifs et sains ne suffit pas en soi. De plus, les Canadiens, et là encore, je cite les documents, « ont besoin d'information pour faire des choix alimentaires sains », et nous sommes entièrement d'accord. Cela explique aussi pourquoi nous avons participé aux consultations avec Santé Canada sur le nouveau Guide alimentaire canadien.

Cependant, pour qu'une politique alimentaire nationale soit fructueuse et utile dans la vie des Canadiens, elle doit, à notre sens, réunir plusieurs éléments. Tout d'abord, les producteurs agricoles doivent y occuper une place fondamentale. Il ne suffit pas qu'ils soient un des « piliers » ou qu'ils soient simplement « consultés ». Les producteurs jouent un rôle fondamental. Sans la base de dizaines de milliers d'agriculteurs canadiens qui produisent des aliments sains et de qualité de manière compétitive et durable, il ne reste pas grand-chose d'une politique alimentaire nationale, si ce n'est déterminer comment on va s'y prendre au juste pour nourrir quelque 35 millions de Canadiens.

Le manque de représentation agricole à certaines des tables rondes de la consultation et le ton qu'a parfois pris ce dialogue nous ont quelque peu préoccupés. Quand nous entendons dire des choses comme l'agriculture ne devrait pas être le moteur d'une politique alimentaire, nous nous demandons si on reconnaît bien le rôle fondamental des producteurs.

Ensuite, il est très important de reconnaître que les producteurs agricoles admettent et respectent les points de vue des autres intervenants et, même si quelques tensions naturelles se font sentir, tout le monde doit comprendre que les producteurs s'investissent déjà pleinement dans les quatre piliers et y sont attachés. Par exemple, nous voulons tous un accès à des aliments abordables. L'industrie bovine actuelle est très novatrice et évoluée. Elle utilise un certain nombre de technologies de production éprouvées et sûres, comme les implants de croissance, les vaccins, les rations soigneusement calculées, les suppléments alimentaires spécialisés avec vitamines et minéraux, les étiquettes à radiofréquence, les méthodes de gestion de pointe et même des ordinateurs à côté des glissières équipés de logiciels de traçage des animaux. Tout cela améliore notre efficacité et notre productivité et réduit au minimum les coûts de production, ce qui nous permet d'élever plus de bovins de qualité en utilisant moins de ressources et de le faire d'une manière sécuritaire et abordable.

Les producteurs travaillent chaque jour avec ces quatre piliers. Cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas faire mieux, mais que les Canadiens doivent se rappeler que l'agriculture et l'agroalimentaire, c'est aussi du commerce et que la politique alimentaire ne doit pas désavantager les producteurs sur le plan économique. Sans cela, nous mettons en danger la production alimentaire du pays. Si nous voulons produire plus d'aliments et qu'ils continuent d'être abordables, nous devons nous concentrer sur notre compétitivité, ce qui veut dire continuer d'investir dans la recherche, le développement, l'innovation et la technologie, et régler un certain nombre de problèmes de compétitivité, qu'il s'agisse de trouver de la main-d'œuvre, d'alléger le fardeau réglementaire ou même d'investir dans l'infrastructure rurale.

• (1550)

Enfin, nous devons faire en sorte que toutes les politiques fédérales, et même provinciales, soient harmonisées. L'accent est clairement mis sur l'agriculture dans le budget de 2017. Nous avons le rapport Barton. Nous avons le nouveau programme Partenariat canadien pour l'agriculture. Nous avons le nouveau Guide alimentaire canadien, et maintenant l'idée d'une nouvelle politique

alimentaire nationale. Toutes ces initiatives doivent fonctionner ensemble et être harmonisées.

À tout bien réfléchir, nous oublions peut-être un cinquième pilier — il a été mentionné plus tôt cet après-midi — relatif à l'éducation, à l'information, à la confiance du public et au pacte social. Dans leur immense majorité, les Canadiens n'ont pas la moindre idée ou presque de la façon dont leurs aliments sont produits et de la raison pour laquelle ils sont produits de cette façon. Il y a là une immense lacune à laquelle une politique alimentaire nationale doit, me semble-t-il, remédier.

Le gouvernement a dans une large mesure renoncé à éduquer le consommateur en ce qui concerne l'agriculture, mais il pourrait renouer avec ce rôle en en faisant un point fort de la politique alimentaire nationale. Les Canadiens devraient avoir le choix par rapport à leurs aliments, mais ce choix devrait aussi être éclairé.

Je voudrais juste donner deux exemples avant de terminer.

Par exemple, certains Canadiens pensent que le boeuf nourri à l'herbe est tout simplement supérieur au boeuf fini au grain. Cependant, est-ce que ces Canadiens savent que les bovins nourris à l'herbe produisent cinq fois plus de méthane que ceux nourris au grain? Savent-ils que le méthane est un gaz à effet de serre au potentiel de réchauffement égale à 25 fois celui du dioxyde de carbone? Savent-ils que dans les années 1950, il fallait 10 unités d'intrants pour produire une unité de boeuf, alors qu'aujourd'hui, il en faut seulement six? Savent-ils que si nous utilisions les techniques des années 1950 pour produire le boeuf aujourd'hui, il nous faudrait 45 autres millions d'acres?

Ce sont autant de données importantes qui conduisent à un choix éclairé. Fin septembre...

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Monsieur Vander Ploeg, je dois malheureusement vous interrompre, mais je suis persuadé que certains de mes collègues autour de la table seront intéressés à connaître votre deuxième exemple et la conclusion de votre exposé.

Je dois laisser le temps aux parlementaires de vous poser des questions. Je vous remercie donc beaucoup et je vais céder la parole à Mme Sylvie Boucher pour une première période de questions de six minutes.

[Traduction]

M. Casey Vander Ploeg: Je vous remercie.

[Français]

Mme Sylvie Boucher (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, PCC): Bonjour, mesdames et messieurs.

Je vais partager mon temps de parole avec mon collègue Martin Shields.

J'ai plusieurs questions à vous poser. Je suis nouvellement arrivée au Comité permanent de l'agriculture et j'ai reçu beaucoup d'informations. Une chose me préoccupe. On parle beaucoup des aliments à prix abordable.

La nouvelle génération, dont les membres sont un peu plus jeunes que nous, manque de temps entre les enfants, l'école et les sports, et elle achète beaucoup de produits congelés. C'est une réalité répandue dans nos communautés. On veut des aliments abordables, or le gouvernement impose de nombreuses taxes. Je représente une circonscription rurale, et les agriculteurs s'inquiètent de la nouvelle taxe. Comment peut-on pallier cela?

Quand on va dans les épiceries, les bons aliments et les fruits et les légumes sont toujours un peu plus chers que les croustilles, le chocolat et le cola. Il faut donc éduquer les jeunes, mais comment doit-on le faire? Comment pouvons-nous tous faire pour nous garantir une alimentation saine et abordable?

On se tourne de plus en plus vers les produits biologiques, ou bios, or ils sont beaucoup plus chers que les produits ordinaires. Le prix d'une carotte bio et celui d'une carotte ordinaire ne sont pas tout à fait les mêmes. Alors, comment peut-on faire pour avoir des aliments à la fois sains et à prix abordable, tout en s'adaptant à la nouvelle vie d'aujourd'hui, au manque de temps des parents qui achètent de plus en plus des produits congelés? J'aimerais connaître votre opinion là-dessus.

Vous pouvez tous me répondre.

• (1555)

Le vice-président (M. Luc Berthold): Madame Franc, vous avez déjà lancé une invitation pour les expositions.

[Traduction]

Mme Christina Franc: Je vais mettre un instant ma casquette de millénaire. Les gens décident de mieux s'alimenter. Certes, ils achètent du prêt-à-manger et des aliments vides, mais ce que nous voyons, dans les foires et les expositions, c'est que beaucoup plus de gens souhaitent acheter auprès de producteurs artisanaux, acheter des produits biologiques, et qu'ils sont prêts à faire cet investissement. C'est une question de budgétisation.

Pour ce qui est du volet éducatif, si on ajoute un volet dans lequel on leur apprend à gérer leur budget alimentaire, on peut... Je ne me rappelle plus quand en février, on a une journée nationale où il est question de l'alimentation... Où on a payé notre alimentation pour l'année. On peut utiliser ces outils éducatifs pour poser la question: « Comment mieux utiliser son argent pour acheter de meilleurs aliments? »

La tendance continue. Costco est maintenant un des principaux producteurs de fruits et légumes biologiques. Comme il produit plus et qu'il est connu pour la vente en gros et de meilleurs prix, les prix baissent peu à peu. C'est une tendance qui se dessine et qui commence à changer les choses. C'est une évolution culturelle qui s'annonce et je crois qu'on verra un mélange d'éducation avec un peu d'offre et de demande.

Je ne sais pas si cela vous aide, mais j'espère que si.

[Français]

Mme Sylvie Boucher: Oui, votre réponse m'aide un peu à comprendre.

M. Luc Berthold: Est-ce tout?

Mme Sylvie Boucher: Oui, merci.

Le vice-président (M. Luc Berthold): Monsieur Shields, vous avez la parole.

[Traduction]

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Très brièvement, il me semble qu'on a mentionné la partie éducation, mais des partenariats sont essentiels pour que cela marche. Je sais, par exemple, que la politique de l'Association nationale des engraisseurs de bovins en matière de code d'éthique des exploitants de parcs d'engraissement est de tout premier ordre et qu'elle est appliquée. Voilà un partenariat que vous avez fait en sorte

de développer. Pour revenir à la partie éducation, comme le disent les foires, « comment et où? ».

L'Alberta a depuis cinq ans environ des journées portes ouvertes dans les exploitations, les Alberta Open Farm Days. La foire mondiale de Toronto était un classique dans mon enfance, mais plus personne n'en entend parler. Ça ne marche pas. Nous devons trouver un autre mécanisme. Les journées portes ouvertes en Alberta sont l'occasion de faire découvrir les fermes, et les Albertains s'y pressent par centaines.

Casey, y a-t-il une réponse à donner aux producteurs et comment est-ce que cela fonctionnerait dans votre industrie?

M. Casey Vander Ploeg: En fait, depuis deux ans, nous allons dans ce sens avec notre directrice des communications, Shannon. Elle organise des visites, surtout à cette époque de l'année, pour les élèves des écoles de toute l'Alberta pour leur montrer une exploitation moderne d'engraissement des bovins, comment elle fonctionne et ce que font les agriculteurs. Ces enfants sont absolument fascinés par le travail qu'on y fait.

L'industrie communique autant qu'elle peut et nous enregistrons quelques succès. Nous aimerions certainement en faire plus et, à l'avenir, nous espérons y arriver. C'est juste une modeste façon d'essayer d'établir un lien entre l'agriculteur canadien et le consommateur et de mieux faire comprendre comment et pourquoi nous nourrissons les gens comme nous le faisons.

M. Martin Shields: Il me semble que cela nous ramène au partenariat. Vous avez défini une norme pour l'industrie avec un partenariat avec le gouvernement fédéral. Vous l'avez fait avec des fonds.

M. Casey Vander Ploeg: Il s'agissait de définir une norme canadienne pour le traitement des animaux dans les parcs d'engraissement canadiens. Nous savons que les consommateurs se soucient de plus en plus du sort des animaux d'élevage dans les exploitations agricoles. Nous savons que nos agriculteurs s'en soucient aussi, mais comment démontrer cet attachement au bien-être animal? Nous nous sommes dit que nous devrions définir une norme, un protocole, qui soit entièrement vérifiable et qu'on pourrait ensuite contrôler si les parcs d'engraissement le respectaient. Ce programme est maintenant prêt. Nous l'avons effectivement élaboré en partenariat avec le gouvernement fédéral.

Chose intéressante, des parcs d'engraissement américains reprennent ce programme qu'ils jugent excellent. C'est, en tout cas, une bonne nouvelle pour les engraisseurs de bovins canadiens.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Merci beaucoup, monsieur Shields. Malheureusement, votre temps est écoulé.

Monsieur Drouin, vous avez la parole pour six minutes.

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le vice-président. Il est bon de vous voir ici aujourd'hui.

Je remercie les témoins de leurs présentations.

• (1600)

[Traduction]

Madame Elver, j'aimerais revenir sur quelques points que vous mentionniez dans vos observations. C'est à propos de la préservation des sols et de l'eau et de la protection de notre environnement par rapport à l'agriculture. Vous disiez — je ne suis pas certain d'avoir bien entendu — que vous ne voyez pas de rôle aux OGM à cet égard au moment où la production alimentaire mondiale augmente?

Il me semble que c'est la FAO qui dit que nous devons augmenter notre production alimentaire au moins de moitié d'ici 2050. Vous ne voyez pas de rôle aux OGM ou...?

Mme Hilal Elver: Permettez-moi de vous expliquer. Tout d'abord, la production alimentaire est telle qu'on dispose de plus en plus de denrées, le problème étant qu'elles ne sont pas accessibles. D'après la FAO — il y a un calcul pour tenir compte des changements climatiques —, nous avons besoin de moitié plus d'aliments, mais cela ne veut pas dire que nous remédions vraiment à la faim et à la malnutrition. On peut produire encore plus de blé, de maïs et de riz, qui représentent plus de 60 % ou 70 % de la production agricole, mais cela ne signifie pas que ces aliments parviendront jusqu'à la population, ou qu'ils seront accessibles, salubres ou abordables. Les OGM ont un certain rôle à jouer. C'est acceptable, mais on les utilise essentiellement pour le maïs et plus pour le soja, qui servent à l'alimentation animale — et pour d'autres aliments aussi.

On prétend que les OGM régleront en quelque sorte le problème des changements climatiques, mais pour l'instant, on ne dispose pas de données scientifiques majeures à ce sujet. Produire plus est une bonne chose, mais cela ne nous aidera pas parce que ce ne sera pas durable. Avec les OGM, il faut utiliser certains types de pesticides, à savoir des pesticides systémiques, qui épuisent encore plus les sols au fil des années et qui entraînent la perte de minéraux importants. L'agriculture durable n'utilisera certainement pas d'OGM.

M. Francis Drouin: J'imagine qu'il y a cette théorie qui circule selon laquelle dès qu'on utilise des OGM, il faut utiliser plus de pesticides, mais il y a aussi l'autre côté de la médaille, qui est qu'on a besoin de moins d'eau. Comme vous le savez, les changements climatiques se traduisent par de plus longues périodes de sécheresse. Soit on utilise moins d'eau, soit les cultures ont besoin de moins de soleil pour pousser. Si nous avons des périodes pluvieuses, ce peut être un bien, ou si nous avons des périodes de sécheresse... Ce qui semble être le cas dans mon coin. L'an dernier, nous avons eu une période de sécheresse. Cette année, c'est une période pluvieuse. Cela semble jouer un rôle. J'ai parlé avec des agriculteurs. J'ai parlé avec l'industrie, évidemment. Les OGM ne régleront pas le problème à eux seuls, mais si on ajoute l'agriculture de précision, si on ajoute... Les engrais aussi jouent un rôle important. Je sais que Bill Gates croit que les engrais joueront un rôle important si on veut s'assurer d'avoir la production alimentaire nécessaire.

Je suis d'accord avec vous que la production alimentaire ne va pas régler le problème à elle seule. Au Canada, la moitié du gaspillage alimentaire vient des ménages. Donc, que nous produisions plus d'aliments ou pas, nous ne réglerons pas le problème.

Christina, pour ce qui est du rôle que pourraient jouer les foires, nous pouvons adopter toutes les mesures législatives que nous voulons pour arrêter le gaspillage alimentaire domestique, mais elles seraient impossibles à appliquer et tellement peu pratiques de notre point de vue. Comment éduquer la société et comment donner aux citoyens les bons outils pour réduire le gaspillage alimentaire domestique? Comment pourrions-nous utiliser les foires à cet effet? L'Exposition nationale canadienne a lieu pratiquement au centre de Toronto maintenant, et là se trouve la population que nous devons cibler parce qu'elle ne sait plus d'où vient son alimentation.

Mme Christina Franc: Tout à fait. On revient à toute la partie éducative. Les gens se rendent à la foire et pas seulement pour les manèges. Nos études montrent qu'ils viennent pour découvrir des aliments et aussi pour découvrir l'agriculture. Ils ont une occasion idéale de le faire à notre événement. Si vous voulez mettre l'accent

sur le gaspillage alimentaire, travaillez avec nous et nous préparerons des outils pédagogiques et de l'information pour les diffuser dans les foires et les expositions, notamment interactives. Nous en avons déjà vu beaucoup de très bons exemples.

À l'Exposition nationale canadienne, il y a un pavillon agricole où les visiteurs sont en contact avec des animaux. Les Producteurs laitiers du Canada y ont un très beau stand où ils présentent, entre autres, les différents aliments pour animaux. On met l'information devant les gens et on leur donne des outils à rapporter à la maison. On pourrait très facilement travailler sur un programme comme celui-là. On en a déjà mis en place de ce genre dans tout le pays. Voilà une possibilité.

• (1605)

M. Francis Drouin: Parfait. Je vous remercie.

Casey, vous avez mentionné quelque chose d'important, la notion de choix, et le fait que les consommateurs ne sont peut-être pas au courant des choix faits lorsqu'ils décident de manger un type de boeuf particulier. Le gouvernement devrait-il réagir face au marketing mensonger? Je sais qu'une entreprise, A&W, affirme que son boeuf est sans hormones, alors que nous savons qu'en général, il n'y a pas d'hormones dans le boeuf. Comment contrer ce marketing mensonger en particulier qui influe sur les réactions ou les exigences des consommateurs?

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Monsieur Vander Ploeg, je vous demande de garder cette question en tête. Vous n'êtes pas chanceux. Vous êtes toujours la personne que je dois interrompre.

[Traduction]

Je suis désolé. Pouvez-vous répondre en 20 secondes?

M. Casey Vander Ploeg: J'entendais le français. Excusez-moi.

C'est très embêtant et c'est certainement quelque chose qui agace les producteurs aussi. Ce que je vois régulièrement à différentes rencontres de l'industrie, entre autres, c'est une profonde méconnaissance de choses comme les campagnes de marketing qui laissent entendre qu'un certain produit est meilleur qu'un autre, alors que ce n'est pas nécessairement le cas.

Il y a des choix. Le rapport de l'ONU...

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Je vais vous demander de garder ce rapport de l'ONU très présent à l'esprit. Nous aurons sûrement l'occasion d'y revenir.

Je vais laisser la parole à Mme Ruth-Ellen Brosseau pour la suite de la période de questions.

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Je vous remercie, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins de leur présentation et de leur participation à cette consultation.

[Traduction]

Je vais vous laisser terminer, si vous souhaitez ajouter quelque chose. Vous vouliez parler d'un rapport, monsieur Vander Ploeg? Si vous voulez conclure, je vous donnerai 30 secondes parce que je sais qu'on vous a beaucoup interrompu.

M. Casey Vander Ploeg: Voulez-vous parler de ma réponse à la question de M. Drouin?

Mme Ruth Ellen Brosseau: Oui.

M. Casey Vander Ploeg: Je voulais juste dire que c'est frustrant. Les Canadiens manquent énormément d'information sur la façon dont les aliments qu'ils consomment sont produits et pour prendre certaines décisions. Est-ce que le gouvernement pourrait aider à combler cette lacune? Je penserais que oui. En partenariat avec l'industrie. Je pense que nous pourrions, en fait, beaucoup accomplir dans ce domaine et mieux informer les Canadiens afin qu'ils fassent les bons choix.

• (1610)

Mme Ruth Ellen Brosseau: Madame Elver, c'était un excellent exposé. J'apprécie beaucoup que vous ayez parlé de la santé de la population et de la santé de la planète. Pourriez-vous en dire un peu plus sur la corrélation entre une production alimentaire durable et la sécurité alimentaire à long terme.

Mme Hilal Elver: Il y a, évidemment, une corrélation étroite entre les deux. La durabilité est liée, comme nous le savons tous, à l'utilisation des ressources, mais dans l'agriculture, c'est d'eau, de sols et de semences dont nous avons besoin. Ce sont des ressources très précieuses, or, elles sont aussi menacées par l'agriculture. L'agriculture en a besoin, et elles font aussi partie de l'équation et des problèmes environnementaux. À propos des changements climatiques, les témoins ont parlé très clairement du genre d'aliments que nous consommons et de la quantité de gaz à effet de serre que nous produisons. Il s'agit d'une question extrêmement importante.

Quand nous parlons de sécurité alimentaire, de long terme, nous devons d'abord comprendre comment on produit les denrées alimentaires. Une alimentation durable veut dire plus de produits biologiques, plus de systèmes agroécologiques que beaucoup de pays utilisent. Je suis certaine que beaucoup d'agriculteurs canadiens pratiquent aussi l'agroécologie, mais le problème est que le gouvernement devrait vraiment appuyer ces types de projets et ces types de pratiques agricoles.

De plus en plus, avec l'agriculture intensive dans laquelle nous engageons, nous produisons de plus en plus de denrées alimentaires, mais notre système alimentaire ne fonctionne pas. Par exemple, un des députés parlait d'abordabilité. Des aliments nutritifs, des aliments surgelés, voilà une question importante et sérieuse parce que c'est là que doit aller notre argent en tant que gouvernement. Si nous voulons soutenir les petits agriculteurs ou l'agroécologie ou les producteurs de denrées alimentaires durables, c'est le meilleur investissement possible, plutôt que d'encourager l'agriculture à grande échelle tournée vers l'exportation.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Je sais que mon collègue d'en face a parlé de gaspillage alimentaire. Il se trouve que je soulève le sujet à la Chambre depuis 2012. Le Canada ne fait pas figure d'exemple dans la lutte contre ce type de gaspillage. Je comprends qu'une grande partie du gaspillage alimentaire est domestique et que nous ne pouvons pas contrôler ce que les gens font chez eux, mais il me semble que le gouvernement fédéral peut beaucoup faire au chapitre de l'éducation.

Par ailleurs, d'autres pays ont décidé d'adopter des lois interdisant le gaspillage alimentaire. Je ne parle pas de donner aux Canadiens des produits avariés et de les rendre malades, mais il y a des projets fantastiques au Québec. À Montréal, en Mauricie et dans la région de Lanaudière, il existe des partenariats remarquables entre des supermarchés et des banques alimentaires. J'aimerais beaucoup qu'un jour, il n'y ait plus de banques alimentaires, que plus personne ne vive dans la pauvreté, mais le gouvernement fédéral doit prendre des mesures.

Pouvez-vous nous parler du gaspillage alimentaire?

Je ne sais pas combien de temps il me reste, mais s'il m'en reste, j'aimerais aussi que vous nous parliez de l'importance de l'agroécologie. Il en a été question plusieurs fois au Comité au cours de cette étude. Le gouvernement informe-t-il assez les agriculteurs pour les amener à renoncer à une utilisation excessive de pesticides ici, au Canada?

Mme Hilal Elver: L'agroécologie est également liée, de manière générale, au gaspillage alimentaire. On entend par agroécologie le fait de ne pas produire plus qu'on ne consomme. Nous parlons d'une activité de production plus responsable.

Dans les pays développés, le gaspillage alimentaire se produit au niveau des consommateurs. Si vous allez dans les pays en développement, on y gaspille aussi une grande quantité d'aliments, mais plus au niveau local. En fait, faute d'infrastructures, les producteurs n'ont pas accès au marché. Ce qui n'est pas le cas au Canada.

En fait, nous pouvons nous occuper des supermarchés. Nous devrions peut-être nous pencher sur le conditionnement parce que le gouvernement peut le réglementer. Par exemple, nous pourrions nous intéresser aux dates de péremption. Il est possible de les réglementer, car très souvent, les produits sont encore consommables après la date qui est apposée dessus, qui est donc une fausse date. Ainsi, quand on achète des pâtes au supermarché, on lit sur le paquet « À consommer avant 2018 », mais on peut très bien les manger en 2020. Je ne parle pas des produits laitiers ou de la viande parce que leur cas est très différent.

Le gouvernement doit réglementer la question des dates de péremption en travaillant véritablement en collaboration pour éduquer les consommateurs, de concert, évidemment, avec les agriculteurs. En gros, mieux vaut acheter nos produits alimentaires sur les marchés fermiers. C'est certes plus cher, nous le savons. Mais on consomme moins et on gaspille moins de denrées alimentaires parce que c'est à une plus petite échelle, au lieu d'aller au grand supermarché acheter des tomates pour 10 familles.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Merci beaucoup, madame Elver.

Je vous remercie, madame Brosseau, votre temps est écoulé.

Je cède maintenant la parole pour six minutes au secrétaire parlementaire, M. Poissant.

M. Jean-Claude Poissant (La Prairie, Lib.): Je remercie nos invités.

Ma question s'adresse plus particulièrement à Mme Elver.

Plus tôt, nous avons entendu dire qu'à partir de la mi-février, nous avions fini de payer notre alimentation pour l'année. D'un autre côté, j'entends aussi dire que, à la mi-septembre, la planète a fini d'utiliser ses ressources en alimentation et qu'elle vit à crédit jusqu'aux Fêtes.

Selon vous, y a-t-il des solutions à cela, et pouvons-nous tirer des leçons de cette situation?

[Traduction]

Mme Hilal Elver: Si je comprends bien votre question, vous parlez de combien nous payons pour notre alimentation. Est-ce bien cela?

• (1615)

[Français]

M. Jean-Claude Poissant: Non, ce n'était pas exactement ma question.

Nous voulons mettre en place une politique alimentaire, mais, en même temps, nous savons que nous avons fini de payer nos aliments ou le panier d'épicerie en moyenne à la mi-février. Parallèlement à cela, en ce qui concerne l'aspect planétaire, nous savons que, dès la mi-septembre, nous avons fini de consommer tout ce qui a été produit. Tôt ou tard, ce problème va nous rattraper.

Bien sûr, le Canada est un important pays producteur qui exporte beaucoup de ses produits. Toutefois, la situation planétaire va nous rattraper un jour.

J'aimerais donc savoir si vous connaissez une façon de faire ou des mesures que nous devrions mettre en place dans le cadre de notre politique alimentaire pour prévoir ce qui nous attend.

[Traduction]

Mme Hilal Elver: Là encore, si je comprends bien — je suis navrée, mais à cause de la distance, je n'arrive peut-être pas à bien comprendre —, vous parlez de ce que nous produisons et de ce que nous exportons ou consommons à l'échelle locale. Est-ce bien cela? Le Canada est un grand exportateur de denrées alimentaires. Par ailleurs, il n'a pas de problèmes d'approvisionnement alimentaire, mais dans certaines régions, les aliments sont très chers et peu abordables.

Si nous allons dans les régions plus isolées, les Canadiens paient très cher des aliments qu'on se procure facilement pour moins cher. Bien sûr, le prix dépend du marché, de l'offre et de la demande. S'il y a peu de demande, les prix grimpent parfois très haut. S'il n'y a pas d'approvisionnement, les prix grimpent.

Il est certain que les forces du marché ne devraient pas tout décider parce que l'alimentation est devenue une sorte de bien commun mondial. Je ne dis pas que le gouvernement devrait distribuer gratuitement de la nourriture, mais qu'il devrait être en mesure de réglementer de manière à protéger une politique agricole d'autosuffisance pour les Canadiens, tout en pensant aux exportations.

[Français]

M. Jean-Claude Poissant: Ma prochaine question s'adresse aux producteurs de boeuf.

Nous entendons dire qu'il y a un certain problème en ce qui concerne la relève. Je ne sais pas si, dans le secteur du boeuf, une relève suffisante sera présente pour, justement, faire face aux nouveaux défis. J'aimerais vous entendre parler de la relève.

[Traduction]

M. Casey Vander Ploeg: Dans toute l'agriculture, on se demande comment on va mettre le pied à l'étrier à la prochaine génération d'agriculteurs. Cela a beaucoup à voir avec le coût élevé des immobilisations. Nous parlons très souvent de millions de dollars d'investissement nécessaires. En plus, il se passe des choses en ce moment du côté de la fiscalité qui, d'après certains, ne faciliteront rien.

C'est un problème dont nous continuons de discuter en tant qu'industrie, mais auquel il faut trouver rapidement une solution aussi. L'âge moyen des agriculteurs augmente et la prochaine génération doit demander à prendre la relève. Espérons que nous parviendrons à trouver de meilleures solutions à cet égard que dans le passé.

[Français]

M. Jean-Claude Poissant: Ma dernière question s'adresse à Mme Franc.

Quand j'étais petit, nous allions aux foires, nous y mangions des pommes trempées dans le sirop, et nous frappions sur des têtes de marmottes.

Cela dit, vous avez ouvert une porte qui me semble très intéressante. Vous avez parlé de la possibilité d'inclure un aspect éducatif aux foires. De quelle façon cela pourrait-il être fait? Qui vise-t-on? Vise-t-on tous les genres de production alimentaire?

[Traduction]

Mme Christina Franc: Oui, très certainement.

Cela dépend de la province. Par exemple, au Québec, le gouvernement provincial autorise le financement d'initiatives agricoles, dans l'éducation notamment. On peut ainsi obtenir 30 000 \$ pour un projet éducatif sur l'agriculture, sur n'importe quel sujet. Les agriculteurs, le boeuf, les produits laitiers, etc. Des exposants viennent animer des réunions. La possibilité d'éduquer dans tous les secteurs est immense.

Je crois que je vais sans doute faire un suivi avec l'ANEB après pour voir comment nous pouvons travailler de concert sur des programmes que nous pouvons partager. Nous nouons plus que jamais des relations avec l'agriculture, dans les salles de classe et ailleurs, pour voir comment nous pouvons dialoguer et quelles nouvelles possibilités éducatives...

Les possibilités sont infinies. Le rayonnement est immense et le potentiel est grand.

• (1620)

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Sur cette belle offre de collaboration, je vous remercie beaucoup.

Monsieur Longfield, vous avez la parole.

[Traduction]

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président. Vous faites un excellent travail. Ce n'est pas facile de nous empêcher de déborder.

Je remercie tous les témoins.

J'aimerais commencer avec Casey Vander Ploeg. Vendredi dernier, je me trouvais à Arkell, en Ontario. Nous avons annoncé avec la Coalition canadienne pour la santé des animaux, au nom du ministre MacAulay, une enveloppe de 1,12 million de dollars pour la formation et la certification dans le domaine du transport de bétail. Nous avons examiné les outils de gestion des situations d'urgence et l'évaluation des soins aux animaux, en particulier pour les producteurs de poulet. Nous avons travaillé sur cette coalition qui réunit des agriculteurs, des producteurs et des transporteurs. La société civile y est aussi représentée.

Est-ce que vous avez quelque chose de similaire dans l'Ouest qui nous aiderait? Vous avez dit qu'il est très important pour les éleveurs ou les producteurs de participer à nos discussions. Avez-vous des organisations de ce type qui nous devrions veiller à inclure par la suite?

M. Casey Vander Ploeg: Si nous parlons d'organismes comme la CCSA, par exemple, nous parlons d'organismes nationaux. En tant qu'association sectorielle nationale, nous sommes déjà en relation avec. Si nous parlons de certification du transport d'animaux d'élevage, nous sommes en relation là aussi. Chose intéressante, ce sont les engraisseurs de bovins de l'Alberta qui ont relancé le sujet à l'époque.

Dans tout le secteur agricole, les interrelations sont déjà nombreuses et je crois que nous pouvons nous en servir pour avancer dans ces domaines. Avec l'aide accrue du gouvernement et les initiatives à venir, peut-être pourrions-nous beaucoup mieux informer les Canadiens sur leur alimentation et même encourager des pratiques exemplaires au sein de l'industrie aussi, conjointement avec les normes et protocoles sectoriels en cours d'élaboration.

M. Lloyd Longfield: Je vous remercie.

Je suis tellement impressionné par le rayonnement, comme vous dites, national, mais aussi sectoriel. Au Comité, nous avons étudié les problèmes de gestion des situations d'urgence qui se sont présentées lors de différentes éclosions. Nous nous sommes intéressés au transport sécuritaire des animaux. Nous aurions pu tout simplement aller trouver cet organisme et il nous aurait dit tout ce que nous avons besoin de savoir pour nos études.

M. Casey Vander Ploeg: Une des choses intéressantes que nous avons faites, c'est mettre sur pied, il y a deux ans, un plan d'urgence pour les parcs d'engraissement au Canada. Ce plan existe.

M. Lloyd Longfield: Bon. Nous devons nous assurer d'y être associés, et je vous suis très reconnaissant d'être en ligne avec nous.

À propos des foires et des expositions, je me suis aussi rendu au salon de l'Ontario Plowmen's Association, qui a ses bureaux à Guelph, mais qui est présente dans toute la province, et je suis allé à l'Ag in Motion à Saskatoon l'été dernier.

Je suis allé au concours de labour pour me renseigner plus précisément sur la gestion des sols parce que nous aurons bientôt une étude sur le sujet. Je voulais savoir quelles entreprises y participaient et quel était l'état actuel de la technologie.

Dans vos foires et expositions, est-ce que ce sont surtout des entreprises à la rencontre d'autres entreprises ou des relations entre public et entreprises qui se nouent? Y a-t-il une possibilité de plus d'échanges entre entreprises que le gouvernement pourrait faciliter?

Mme Christina Franc: À l'heure actuelle, il s'agit plus de rencontres entre entreprises et public, mais il existe certainement une possibilité d'échanges entre entreprises. À mon avis, c'est un peu ponctuel parce que nous avons toutes ces entreprises qui exposent et qui vendent, et elles vont se parler et réseauter pendant qu'elles sont là.

M. Lloyd Longfield: Je me suis rendu compte qu'en rentrant d'Ag in Motion, je disais aux agriculteurs au concours de labour qu'ils auraient dû voir le tracteur que j'avais vu dans l'Ouest. Ce serait quand même bien de tous les réunir.

Mme Christina Franc: Tout à fait, et j'espère que c'est quelque chose que la CAFE cherchera à développer, le volet national qui permettra de relier la Saskatchewan à Guelph pour partager cette information.

M. Lloyd Longfield: Il serait intéressant de voir en quoi nous pouvons vous y aider. Je vous remercie.

Enfin, passons à la Turquie. Je vous remercie, madame Elver, de rester en ligne avec nous malgré l'heure tardive. C'est formidable. Cela montre que l'agriculture a des bénévoles partout dans le monde qui nous aident à élaborer nos politiques.

Certains témoins lors de réunions précédentes ont parlé de gouvernance. Quand je pense aux Nations unies, je pense toujours à la gouvernance. Je me demande si vous connaissez des modèles de gouvernance pour la politique alimentaire. Une fois qu'elle est mise en place, comment la maintient-on? Quels types de comités y a-t-il

aux Nations unies ou dans d'autres pays dont nous pourrions nous inspirer pour notre rapport?

• (1625)

Mme Hilal Elver: Je vous remercie de me poser cette question. Elle est importante parce qu'il existe une gouvernance mondiale autour de la sécurité alimentaire. C'est très récent. Peut-être vous rappelez-vous qu'il y a eu en 2008 une grave crise des prix des denrées alimentaires dans le monde et qu'il y a eu beaucoup d'émeutes.

C'était dans les pays en développement et, soudain, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé qu'il devait faire quelque chose. Le système alimentaire est très important et étroitement lié à notre sécurité. Dans le cadre de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture qui a son siège à Rome...

En fait, Rome est une ville très importante. Nous y avons quatre organisations des Nations unies. Il y a la FAO, le Programme alimentaire mondial et le Fonds international de développement agricole, le FIDA, qui comprend les activités financières de l'ensemble du processus agricole, plus le Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale est un modèle de gouvernance mondiale très intéressant. C'est le seul modèle onusien qui inclue des mécanismes du secteur privé et de la société civile, ce qui est très intéressant.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Je vous remercie, madame Elver.

[Traduction]

M. Lloyd Longfield: Pouvez-vous nous envoyer un lien à ce sujet?

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Monsieur Longfield, votre temps de parole est malheureusement terminé.

Madame Elver, je vous remercie beaucoup.

Madame Boucher, vous avez le temps de poser une brève question.

Mme Sylvie Boucher: Monsieur Vander Ploeg, vous avez parlé plus tôt d'un programme visant à atteindre l'autosuffisance en agriculture.

Pouvez-vous m'expliquer en quoi cela consisterait?

[Traduction]

M. Casey Vander Ploeg: Le programme auquel je faisais référence est un programme que nous avons mis sur pied à l'Association nationale des engraisseurs de bovins pour fixer les normes en matière de traitement des animaux dans les parcs d'engraissement canadiens, afin que les consommateurs sachent que, lorsqu'ils mangent des produits du boeuf d'origine canadienne, les animaux ont été bien traités dans les exploitations agricoles canadiennes. Il s'agit du programme que nous avons élaboré en collaboration avec le gouvernement fédéral.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Merci beaucoup, monsieur Vander Ploeg.

Mesdames Franc et Elver, je vous remercie beaucoup de votre présence au Comité.

Nous allons faire une courte pause, puisqu'il y aura beaucoup à faire pendant la deuxième heure de la séance.

Nous allons reprendre la séance dans quelques instants.

- _____ (Pause) _____
-
- (1630)

Le vice-président (M. Luc Berthold): À l'ordre.

Nous allons poursuivre la réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Nous entendrons le prochain groupe de témoins. Nous aurons le plaisir de recevoir Mme Tia Loftsgard, directrice générale de l'Association pour le commerce des produits biologiques et M. Dag Falck, responsable du programme biologique de Nature's Path Organic Foods. Nous aurons également la chance d'entendre M. Marc Allain, directeur général de la Coopération agroalimentaire du Nouveau-Brunswick et Natan Obed, président d'Inuit Tapiriit Kanatami.

Je vous rappelle que chaque groupe dispose de sept minutes pour faire sa présentation.

J'invite Mme Tia Loftsgard à commencer cette période de témoignages.

[Traduction]

Mme Tia Loftsgard (directrice générale, Association pour le commerce des produits biologiques): Je vous remercie.

Honorables membres du Comité, bonjour. Merci de m'avoir invitée, ainsi que mon collègue Dag Falck de Nature's Path Foods, à présenter un exposé aujourd'hui.

L'Association pour le commerce des produits biologiques est une association commerciale regroupant des membres du secteur biologique canadien. Nous sommes favorables à la mise en place d'une politique alimentaire canadienne et nous nous réjouissons que le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire dirige cette initiative importante.

- (1635)

M. Dag Falck (responsable du programme biologique, Nature's Path Foods, Association pour le commerce des produits biologiques): Je m'appelle Dag Falck. Je représente Nature's Path, entreprise familiale privée qui produit des aliments tous certifiés biologiques. Nous sommes la plus grande entreprise de produits biologiques pour le petit-déjeuner et les collations d'Amérique du Nord et nous sommes une entreprise sociale attachée à un triple résultat. Notre entreprise figure régulièrement sur la liste des meilleurs employeurs du Canada et nous exportons vers plus de 40 pays. Nous sommes propriétaires de 6 500 acres consacrées à l'agriculture biologique en Saskatchewan et au Montana. Nature's Path sert aussi de transformateur à de nombreuses exploitations biologiques familiales indépendantes qui représentent environ 100 000 acres en superficie agricole biologique.

L'alimentation joue un rôle essentiel dans la santé et le bien-être des Canadiens, mais elle a aussi un impact direct sur notre environnement, notre économie et nos collectivités. L'intégration de principes biologiques dans une politique alimentaire permet de régler des problèmes liés à la production, à la transformation, à la distribution et à la consommation des produits alimentaires. Une politique alimentaire qui adopterait l'éthique de Nature's Path, c'est-à-dire toujours laisser la terre en meilleur état que nous ne l'avons

trouvée, aiderait le Canada à servir la cause de la population de la planète sur le chemin de la durabilité.

La part du marché des aliments biologiques est passée à 2,6 % dans la catégorie générale des aliments et des boissons dans les magasins de détail traditionnels. Elle était de 1,7 % en 2012. Par ailleurs, 66 % des Canadiens achètent chaque semaine des aliments biologiques et 88 % déclarent qu'ils maintiendront ou augmenteront leurs achats dans l'année à venir. En tant que producteur et importateur d'ingrédients biologiques bruts et qu'entreprise qui vend au Canada et à l'étranger, je dirais que la croissance des 8,7 % de part de marché des produits biologiques au Canada depuis 2012 ne fera qu'augmenter, les Canadiens continuant de réclamer des aliments qui correspondent à leurs valeurs et à leur mode de vie et ces produits devenant de plus en plus disponibles dans toutes les collectivités du pays.

Le Canada a une occasion de montrer l'exemple en adoptant la production biologique et en créant, dans le cadre de la politique alimentaire pour le Canada, des possibilités nationales et internationales qui donneront un triple résultat, c'est-à-dire qui profiteront à l'environnement, à l'économie et à la santé.

La faim est en augmentation dans le monde pour la première fois depuis plus de 10 ans, d'après la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Quelque 815 millions de personnes, soit 11 % de la population mondiale — principalement des enfants — souffrent encore d'insécurité alimentaire, la faute à qui, à un accès limité, à des infrastructures insuffisantes et aux changements climatiques. La macroéconomie et la stabilité politique constituent un gros défi dans la lutte contre la faim. L'augmentation des maladies d'origine alimentaire, de l'obésité, du diabète, et la résistance croissante aux antibiotiques pèsent lourdement sur les systèmes de santé dans des pays développés comme le Canada.

Malgré le caractère imprévisible de facteurs tels que les changements climatiques, les pertes de récoltes et l'instabilité des prix des matières premières agricoles, qu'aucun modèle de production ne permet encore de maîtriser, l'agriculture biologique représente une des grandes innovations du siècle écoulé en matière d'alimentation et d'agriculture. Elle repose sur une approche de systèmes socialement inclusifs et résilients sur le plan économique et écologique pour la production de denrées alimentaires et de matières brutes renouvelables. Son succès mondial est démontré par l'existence, en 2015, de quelque 2,4 millions d'exploitants répartis dans 179 pays qui contribuent à la production alimentaire en utilisant des ressources locales, ce qui réduit leur dépendance à l'égard d'intrants extérieurs et augmente leur propre résilience face aux chocs externes, aux fluctuations monétaires, au prix du pétrole et aux catastrophes naturelles.

Il est temps de reconnaître que l'agriculture biologique est un modèle efficace pour combattre les changements climatiques, ainsi que pour préserver la biodiversité, la fertilité des sols et la santé publique dans notre système alimentaire canadien.

Mme Tia Loftsgard: Une politique alimentaire pour le Canada doit soutenir la prochaine génération, promouvoir la diversité des pratiques agricoles, la production et l'accès à des aliments sains. La politique alimentaire nationale devrait inclure et soutenir le développement de l'agriculture biologique comme modèle de production durable qui favorise la résilience des populations locales, en particulier des jeunes et des femmes, face aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire. La confiance du public dans les produits biologiques est au plus haut et 44 % des Canadiens estiment que les normes biologiques canadiennes tiennent leurs promesses.

Les nouveaux arrivants dans l'agriculture — des milléniaux et des femmes notamment — et les entrepreneurs sont attirés par la production biologique à une époque où on voit d'importantes pénuries de main-d'œuvre dans les exploitations classiques et dans le secteur de la fabrication agroalimentaire. Cela tient non seulement au rapport supérieur associé à la vente de produits biologiques, mais aussi à la demande de produits biologiques et aux méthodes biologiques qui correspondent souvent à leur éthique. Selon les données du recensement de 2016, 29 % des exploitants qui pratiquent l'agriculture biologique déclarent un revenu agricole supérieur à 500 000 \$. L'agriculture biologique offre donc une méthode viable pour lutter contre la pauvreté rurale et faire s'installer dans les campagnes des unités de fabrication de produits biologiques à valeur ajoutée.

Accroître l'accès à des aliments de qualité plus abordables et en augmenter la production doit concerner aussi les aliments biologiques. Il ressort d'une étude récente d'IPSOS que les Canadiens, tous revenus confondus, achètent toutes les semaines des produits biologiques, ce qui dissipe l'idée fausse selon laquelle les produits biologiques ne sont à la portée que des revenus plus élevés. En fait, 64 % des consommateurs dont le revenu est inférieur à 40 000 \$ achètent des produits biologiques toutes les semaines, contre 70 % de ceux dont le revenu est supérieur à 100 000 \$. Toutes régions confondues, au moins 60 % des personnes qui font leur épicerie achètent chaque semaine des produits biologiques, qui ne sont cependant pas encore accessibles pour tout le monde, que ce soit à cause de la méthode de production et du manque d'approvisionnement dans une région donnée. Le Canada doit adopter des politiques qui permettent aux consommateurs, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur revenu, d'avoir accès à des aliments biologiques.

Afin d'atteindre tous les objectifs que nous avons proposés aujourd'hui, nous nous joignons à nos partenaires pour demander la création d'un conseil de la politique alimentaire nationale pour veiller à ce que des approches appropriées soient adoptées et à ce que la politique alimentaire nationale soit appliquée avec succès. Le conseil de la politique alimentaire nationale proposé serait un organisme parapublic auquel siègeraient divers intervenants issus du système alimentaire afin de superviser ensemble la mise en oeuvre et l'évaluation continue d'une politique alimentaire pour le Canada. En collaboration...

• (1640)

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Je vous remercie, madame Loftsgard.

Nous aurons l'occasion d'en reparler un peu plus tard, lorsque mes collègues vous poseront des questions.

Nous allons maintenant entendre M. Allain, de la Coopération agroalimentaire du Nouveau-Brunswick.

Monsieur Allain, vous avez la parole pendant sept minutes.

M. Marc Allain (directeur général, Coopération agroalimentaire du Nouveau-Brunswick): Je remercie les membres du Comité de nous donner l'occasion de présenter notre projet.

Je m'appelle Marc Allain. J'assume la direction générale pour la phase d'implantation de la Coopération agroalimentaire du Nouveau-Brunswick. Mon vrai travail est celui de directeur général du Carrefour communautaire Beausoleil, à Miramichi. J'apporte cette précision, parce qu'il s'agit d'un élément pertinent de l'histoire que je vais vous raconter.

Je vais vous raconter une histoire qui s'est produite au Nouveau-Brunswick et qui a rapidement atteint les frontières des autres provinces. Les conclusions que nous en tirons sont pertinentes de façon globale.

La situation de la sécurité alimentaire au Nouveau-Brunswick est pour le moins préoccupante, pour ne pas dire pitoyable. Nous produisons présentement environ 13 % de notre nourriture. Il y a 40 ans, nous en produisions tout près de 75 %. Nous ne sommes donc pas dans la bonne voie.

Nous connaissons des difficultés en ce qui a trait à la disponibilité des produits, à l'entreposage et au transport. En fait, nous connaissons des difficultés liées à toute l'infrastructure qui apporte la nourriture là où on en a besoin. Ces obstacles sont collectifs, massifs, substantiels et difficiles à aplanir au moyen d'une seule initiative.

Or je vais vous parler de la situation opposée, c'est-à-dire de plusieurs initiatives qui, depuis quelque temps, ont été mises sur pied afin d'augmenter la consommation de produits locaux. Ces initiatives ont principalement cours dans les écoles, et elles sont presque exclusivement chapeautées par des organismes à but non lucratif. Nous avons regroupé ces forces, afin de créer le projet dont je vous parle. Le projet est la création de tous les partenaires que vous trouverez ici. Je vais laisser Google vous en apprendre beaucoup plus sur tous nos partenaires, car je n'ai pas le temps de le faire en sept minutes. Quelques recherches vous permettront entre autres d'apprendre que les trois plus grandes associations agricoles du Nouveau-Brunswick et trois fournisseurs de services alimentaires scolaires approvisionnent 32 écoles du Nouveau-Brunswick. Trente-deux écoles, cela ne semble pas être un nombre élevé, mais cela représente 10 % des écoles du Nouveau-Brunswick membres de la coopérative.

Le but de la Coopération agroalimentaire du Nouveau-Brunswick est de régler les problèmes que nous avons mentionnés plus tôt. Il s'agit d'un organisme incorporé en tant que coopérative à but non lucratif. Les membres votants de cette coopérative sont tous des organismes à but non lucratif. Il n'y a aucune obligation d'être membre pour faire affaire avec la CANB. Un membre n'a aucun autre privilège que le droit de payer sa cotisation et de siéger au conseil d'administration. Un membre et un non-membre traitent avec la compagnie sur le même pied.

• (1645)

Le mandat de la Coopération agroalimentaire est de fournir les produits alimentaires du Nouveau-Brunswick afin de répondre aux demandes du marché; de développer les marchés existants et les nouveaux marchés; et de veiller à ce que l'infrastructure se développe. En ce qui a trait aux écoles, pour paraphraser la chanson *New York, New York*,

[Traduction]

« If you can make it there, you can make it anywhere », autrement dit, si tu y arrives là-bas, tu y arriveras n'importe où.

[Français]

Nous vendons une assiette 5 \$ ou 5,50 \$, mais si nous décidions de la vendre 6 \$, les parents nous lyncheraient. Si nous pouvons le faire dans une école, nous pouvons le faire n'importe où. Nous le faisons présentement dans 32 écoles, et nous allons approvisionner 60 écoles supplémentaires d'ici la fin de l'automne. Ainsi, un total de 92 écoles du Nouveau-Brunswick seront approvisionnées par cette coopérative qui redéfinit la façon de faire de la nourriture.

Nous commençons dans les écoles, mais nous ne nous y limitons pas. Notre but était de percer le marché des restaurants, des cafés et des services de traiteur au cours de la deuxième année, mais ces organismes se sont tournés vers nous au cours de la première année.

L'autre jour, notre gérant et moi avons réalisé que la coopérative était opérationnelle depuis 45 000 minutes. Nous avons obtenu le financement le 31 août 2017, et deux semaines plus tard, les écoles ouvraient leurs portes. En ce moment, nous devons faire du rattrapage, mais cette semaine, nous avons livré de la nourriture à 32 écoles, et cette nourriture provient du Nouveau-Brunswick.

Je porte maintenant mon chapeau de directeur général du Carrefour communautaire Beausoleil, à Miramichi. L'an dernier, nous avons acheté 1 500 livres de tomates et environ 500 livres de légumes variés de la Ferme Pouce vert, située à 30 kilomètres du Carrefour. Cette année, nous avons acheté 15 000 livres de tomates et 5 000 livres de légumes variés de la même ferme.

L'année dernière, M. Richard était bien content de notre commande. Cette année, notre commande a changé la réalité de sa production. Maintenant, nous sommes en mesure de distribuer ces produits-là, de les transformer et de les rendre disponibles à tous nos partenaires, qui, eux, sont en train de faire la même chose avec les produits dans lesquels ils se spécialisent. Nous avons un chef exceptionnel qui se spécialise dans la préparation de sauce tomate et de légumes congelés.

En septembre, tout le monde peut acheter des produits du Nouveau-Brunswick, mais en janvier, c'est un peu plus difficile. Pour remédier à la situation, nous les congelons d'avance pour qu'ils soient disponibles en janvier. Nous faisons notre part, tout comme l'Early Childhood Community Development Centre, à Fredericton, avec ses quatre écoles et un café, donc cinq cuisines commerciales.

Notre école compte 279 élèves. L'an dernier, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 193 000 \$. Ce ne sont pas les enfants qui ont mangé toute cette nourriture. Il y en avait dans les cafés et dans les restaurants de Miramichi. Dans le cadre d'un seul événement de traiteur, en septembre de l'an dernier, nous avons réalisé le même chiffre d'affaires que celui qui a été généré par la cafétéria pendant le même mois.

Les marchés existent et ils sont accessibles. Il s'agit de lever les obstacles, et Coopération agroalimentaire du Nouveau-Brunswick est là pour ça.

Le vice-président (M. Luc Berthold): Merci beaucoup, monsieur Allain. Vous êtes un résidant de la circonscription du président de notre comité, M. Finnigan. Je suis persuadé qu'il serait très fier de la passion que vous avez démontrée aujourd'hui. Nous allons lui en faire part.

M. Marc Allain: Il la connaît bien.

Le vice-président (M. Luc Berthold): Je n'en doute pas.

Monsieur Obed, vous avez la parole pour sept minutes.

[Traduction]

M. Natan Obed (président, Inuit Tapiriit Kanatami): *Nakur, miik.* C'est un honneur de m'exprimer devant vous en qualité de dirigeant inuit national sur le sujet très important de la politique alimentaire pour le Canada.

On nous considère souvent, nous Inuits, comme très exotiques, que ce soit parce que nous vivons dans l'Inuit Nunangat, l'Arctique canadien, ou parce que nous mangeons du béluga, du narval, de la baleine boréale ou de l'omble chevalier. Cela fait rêver les Canadiens et le reste du monde. Malheureusement, dans la dernière génération, au cours des 20 à 30 dernières années, il est devenu plus difficile de continuer de manger nos aliments, notre nourriture traditionnelle. Quant à l'insécurité alimentaire, les inégalités sont énormes dans nos collectivités.

Nous ne manquons pas de résultats d'études, parfois contradictoires, sur le taux d'insécurité alimentaire dans nos communautés. Selon le type d'étude, l'endroit où elle a été réalisée et les populations visées, il va de 24 % dans le Nunavik, dans le Nord du Québec, en fonction des questions posées et des méthodes utilisées, à 70 % au Nunavut, d'après l'enquête sur la santé des Inuits et celle sur la santé des enfants. De manière générale, d'après les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones, l'EAPA, environ 52 % des Inuits du Canada déclarent que leur foyer souffre régulièrement d'insécurité alimentaire. L'écart est énorme avec les Canadiens non inuits à ce chapitre.

Entre autres chiffres qui expliquent cette situation, il y a l'écart de revenu médian. Dans l'Inuit Nunangat, il est de 60 000 \$, soit 18 000 \$ pour les Inuits et 78 000 \$ pour les non-Inuits qui vivent dans l'Inuit Nunangat, territoire inuit qui réunit les quatre régions visées par nos traités modernes ou par les ententes sur les revendications territoriales globales.

Le problème est frappant, car comment fait-on pour aller acheter de la nourriture au magasin quand on a un revenu médian inférieur au seuil de pauvreté? De plus, notre alimentation traditionnelle dépend de l'environnement et de notre interaction avec l'environnement sur fond de changements climatiques et aussi d'évolution sociale où nous dépendons plus à présent des Ski-Doo et des bateaux, et de tout l'argent qu'il faut pour pêcher et chasser autrement. Nos modes de vie traditionnels et nos liens traditionnels avec l'environnement sont compromis. Une politique alimentaire canadienne ne veut pas nécessairement dire que nous allons changer tout cela dans le cadre de la politique, mais je crois que nous devons aller dans la bonne direction.

Ce sont des milliards de dollars de subventions qui sont versés chaque année dans ce pays pour amener la nourriture dans l'assiette des Canadiens, mais il n'y a pas eu à ce jour de débat approfondi pour trouver des solutions pour que les Inuits connaissent la sécurité alimentaire et que ce soit dans le respect de notre vision du monde et aussi par rapport à notre réalité. Nous avons des programmes de subventions, comme Nutrition Nord Canada, qui essaient de faire baisser le prix des aliments sur le marché au sein de nos communautés, mais nous manquons toujours énormément d'infrastructures.

Beaucoup des aliments qui arrivent dans nos communautés ne sont pas frais. Une grande partie est abîmée et pratiquement immangeable à l'arrivée à cause de l'organisation et de la façon dont, faute d'infrastructures pour acheminer les fruits et légumes d'Ottawa à Rankin Inlet ou à Pond Inlet, il faut passer par plusieurs aéroports qui n'ont pas d'unité de réfrigération. Je ne connais pas beaucoup d'autres Canadiens ni beaucoup d'autres détaillants dont une partie des fruits et légumes se retrouvent sur un traîneau, un komatic, ou à l'arrière d'un pick-up par -40 °C.

Nous souhaitons aussi beaucoup préserver nos traditions. Dans le passé, et même aujourd'hui, les provinces et les territoires où vivent les Inuits versent des subventions pour permettre un nouveau mode de pêche et de chasse de nos espèces traditionnelles pour que nous puissions utiliser les ressources durables que nous avons dans nos territoires au mieux de nos capacités.

• (1650)

Nous chassons le caribou. Nous chassons le phoque et le boeuf musqué, et nous pêchons l'omble. Mais c'est difficile pour tout le monde, surtout à cause du manque de politique claire sur le fonctionnement des subventions. Ce n'est pas comme si nous allions avoir un jour des marchés d'aliments traditionnels rentables dans tout l'Inuit Nunangat, étant donné la taille de notre territoire, 3,3 millions de kilomètres carrés, notre petite population, 60 000 personnes réparties dans 53 communautés, et le fait que toute activité, entretien ou bâtiment en dur est très cher dans nos communautés.

Il existe des solutions communautaires, mais il faut avoir de l'imagination. Pour travailler dans l'Inuit Nunangat, il faut penser différemment les programmes, les conditions, le financement, les subventions et leur raison d'être.

On ne produit pas de blé dans l'Inuit Nunangat. On n'y trouve pas de grandes cultures que vous allez prendre en considération dans votre étude, mais nous avons un espace homogène qui constitue 33 % de notre masse terrestre, 50 % de notre littoral et un groupe autochtone qui cherche une nouvelle voie et veut des aliments qui viennent du Sud, mais tient aussi à protéger son mode de vie, sa société et sa culture.

Nakurmiik.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Monsieur Obed, votre témoignage était très éclairant. Je vous en remercie beaucoup. C'est bien de pouvoir entendre cette vision des choses que nous n'avons pas souvent l'occasion d'entendre ici.

Je cède maintenant la parole à Mme Boucher pour six minutes.

• (1655)

Mme Sylvie Boucher: Bonjour à tous. Je vous remercie d'être ici.

Monsieur Obed, je vous remercie de nous avoir éclairés sur ce que vous vivez. Ici, nous sommes dans notre monde, dans notre bulle, et très peu de gens ont eu la chance de visiter le Nunavut. De mon côté, j'ai eu la chance d'y aller il y a huit ans, et je me rappelle avoir été très surprise du prix élevé des aliments là-bas.

Quand il est question d'aliments abordables, plusieurs facteurs entrent en ligne de compte, notamment la distance, comme M. Obed l'a dit. Il y a aussi les produits biologiques. De plus en plus de personnes achètent ces produits, mais ils ne sont pas toujours abordables pour le commun des mortels. Pourquoi les tomates biologiques, par exemple, coûtent-elles quatre fois plus cher que les tomates ordinaires? Les personnes qui n'ont pas beaucoup de moyens achèteront des tomates non biologiques parce que, dans leur esprit, c'est tout de même des tomates.

J'aimerais que vous m'expliquiez pourquoi les aliments biologiques coûtent beaucoup plus cher que les aliments non biologiques. Que faudrait-il faire pour que les aliments biologiques soient à des prix abordables pour le commun des mortels?

[Traduction]

M. Dag Falck: Plusieurs facteurs interviennent dans la production d'aliments biologiques qui sont un peu différents de ce qui se passe dans le cas des aliments courants ou non biologiques. Il y a notamment la question des coûts de production, car nous n'avons pas un arsenal d'outils aussi pratiques pour relever les défis de l'agriculture. Nous devons utiliser des méthodes qui ne sont peut-être pas aussi rentables. Dans bien des cas, il faut plus de main-d'oeuvre. C'est un des facteurs qui entrent en ligne de compte.

Il y a, par ailleurs, le coût de la certification, les frais à engager pour être certifiés et pour tenir les papiers à jour parce qu'il s'agit d'un système de garantie. Il faut garantir qu'on utilise une certaine quantité, les méthodes prescrites, et pas des méthodes qui ne sont pas prescrites ou autorisées. Cela demande un engagement supplémentaire et suppose aussi des coûts en plus.

Le troisième facteur est qu'il y a moins d'aides parce qu'il s'agit encore d'un marché relativement spécialisé. Comme c'est un petit segment de l'agriculture qui est biologique, le système de soutien à cette forme d'agriculture n'est pas aussi développé. Il y a moins, voire pas, de subventions et l'infrastructure n'est pas aussi développée. Il y a moins, par exemple, d'établissements de nettoyage des semences pour céréales qui sont en mesure de les séparer des autres, et ainsi de suite. Pour toutes ces raisons, il y a un coût supplémentaire.

Nous revendiquons souvent, entre autres, la qualité. Nous sommes fiers de produire des aliments de la meilleure qualité. Si nos aliments sont de meilleure qualité, ils apportent sans doute plus de bienfaits au poids que les aliments courants. Si tel est le cas, ou si les consommateurs choisissent de croire que tel est le cas ou le croient, ils ont le sentiment que cela fait partie de ce qu'ils obtiennent, alors le prix n'est pas forcément aussi élevé en comparaison.

Dans notre entreprise, Nature's Path, nous considérons, comme vous dites, que tout le monde devrait avoir accès à des aliments et que nous ne devrions pas fixer les prix de sorte que tout le monde n'ait pas accès à nos produits. Notre coût supplémentaire est généralement de 10 % à 15 % sur les céréales. Si on prend différentes catégories d'aliments, on voit que le supplément dépend des coûts de production et de tous les autres facteurs que j'ai mentionnés. Il est beaucoup plus élevé pour la viande. On peut aller jusqu'au double pour les fruits et légumes, mais pas forcément. C'est aussi le double ou plus pour les produits laitiers en général. La gamme est large.

• (1700)

[Français]

Mme Sylvie Boucher: Dans ce cas, que peut-on faire pour que le prix de la nourriture devienne abordable?

Il en a été question, il n'y a pas longtemps, dans le magazine *Protégez-vous*.

Je sais que, en 2012, alors que nous formions le gouvernement, le fédéral avait injecté 13 millions de dollars dans la création d'une Plateforme d'innovation en agriculture biologique.

Quelqu'un s'est-il servi de ce programme?

Le vice-président (M. Luc Berthold): Vous avez 30 secondes pour répondre.

[Traduction]

Mme Tia Loftsgard: Je suis désolée, je ne connais pas bien ce programme, en tout cas pas dans les détails, mais nous avons des représentants du Québec qui peuvent vous en parler.

Le Québec a les systèmes de production biologique les plus performants, et la province a des subventions pour aider à couvrir les frais de certification. Elle a aussi plein de programmes novateurs. Nous avons le rapport intitulé « The State of Organics » qui résume toutes les innovations qui existent au niveau provincial. Je serais heureuse de faire un suivi avec le greffier et de fournir un rapport complet parce qu'on progresse au niveau provincial, mais pas autant qu'on en aurait besoin au niveau fédéral.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Merci, madame Boucher. Je cède maintenant la parole à M. Breton pour six minutes.

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci monsieur le président. Vous faites du beau travail. C'est bien de vous voir occuper cette position aujourd'hui.

Je remercie chacun de nos témoins, qui ont fourni des témoignages très intéressants en vue de proposer une politique alimentaire à notre gouvernement.

Je vais laisser une minute de parole à Mme Dabrusin à la suite de mes questions.

Je vais commencer par vous, monsieur Obed. Vous avez parlé d'accès à la nourriture et d'insécurité alimentaire. Monsieur Falck, vous avez également parlé d'insécurité alimentaire chez les enfants. Selon certaines recherches, un grand nombre de Canadiens vivent dans l'insécurité alimentaire. On parle de près de 4 millions de personnes, soit un enfant sur six. C'est très malheureux, en effet, et c'est évidemment encore pire dans les régions nordiques, comme celle où vous vivez, monsieur Obed.

Je voudrais qu'on reprenne la discussion pour savoir comment les communautés du Nord, en coopération avec le gouvernement du Canada, peuvent mettre des stratégies en place. Je considère que c'est un élément extrêmement important.

Comment pouvons-nous travailler ensemble pour élaborer des stratégies, des solutions, ou des solutions de rechange pour faire face à la situation?

[Traduction]

M. Natan Obed: Je pense qu'il faut commencer par le renouvellement des relations et le partenariat entre les Inuits et la Couronne que le premier ministre et les Inuits ont signé en février. Nous nous efforçons de créer dans le cadre du comité du partenariat entre les Inuits et la Couronne un plan de travail commun. Sur les sujets d'intérêt commun, qu'il s'agisse de questions relatives à un espace politique dans l'Inuit Nunangat ou de questions se rapportant au logement, aux infrastructures ou à l'insécurité alimentaire, il faut tout d'abord travailler de concert. Beaucoup de nos régions dans l'Inuit Nunangat ont déjà des stratégies pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Nous avons déjà des solutions ou des pistes que nous voulons suivre.

Ce sont les inégalités de manière générale qui sont problématiques, le fait que nous avons un surpeuplement des logements de 45 %, l'écart de revenu médian, le manque d'infrastructures, la faible

scolarisation. Nous avons un coût de la vie élevé et des aliments qui coûtent cher. Je le répète, cette étude et cette politique ne vont pas tout régler d'un coup, mais elles vont faire avancer. Dans toute la mesure du possible, nous devons trouver des moyens de travailler en partenariat, au lieu de continuer d'appliquer des politiques gouvernementales générales qui ne font pas de distinctions et ne tiennent pas compte des spécificités inuites, et qui imaginent des solutions sans jamais penser à notre imagination en tant que peuple.

[Français]

M. Pierre Breton: Vous avez raison, on peut toujours faire mieux. En effet, la politique ne règlera pas tout, mais ce qui est important, c'est d'améliorer la situation.

Monsieur Allain, je m'adresse maintenant à vous.

Il n'en a pas été question lors des témoignages, mais je veux aborder le sujet de l'obésité chez les enfants. Il y a beaucoup de préoccupations en ce qui a trait au poids des enfants et à l'obésité chez les jeunes. On en parle de plus en plus. Ce problème de santé, qui touche davantage les garçons, est porté à l'attention de nos gouvernements.

Monsieur Allain, je veux savoir si vous avez une opinion à ce sujet. Vous pouvez peut-être ajouter des éléments dont nous pourrions nous servir pour produire notre politique alimentaire. On sait que certains aliments sont moins sains que d'autres.

• (1705)

M. Marc Allain: Il me serait extrêmement difficile de ne pas avoir d'opinion là-dessus. En effet, le Nouveau-Brunswick possède l'un des pires taux d'obésité infantile au pays.

M. Pierre Breton: D'accord.

M. Marc Allain: De plus, au Nouveau-Brunswick, c'est dans la région de Miramichi que le problème est le plus criant. C'est un problème extrêmement présent chez nous, et c'est l'une des raisons d'être du Carrefour communautaire Beausoleil et de son engagement.

Le Carrefour a joué un rôle prédominant dans notre projet, et vous venez de mentionner une des raisons principales pour lesquelles nous l'avons mis sur pied. Il y a évidemment le besoin de se nourrir, et le développement économique ainsi que le développement communautaire sont importants, mais il y a d'abord et avant tout la santé de nos enfants.

Il y a deux ans, nous avons fait le choix de reprendre en main nos services alimentaires, de dire « non, merci » à la compagnie qui les gérait à ce moment. Nous avons embauché un chef cuisinier avec 35 ans d'expérience, qui travaillait auparavant dans un foyer pour personnes âgées. Nous l'avons recruté pour qu'il réinvente la façon dont nous nourrissons nos enfants. Cela ne s'arrête pas à ce qu'on met dans l'assiette, cela ne suffit pas.

Les enfants nous arrivent à l'âge de 2 ans. Nous avons un programme de maternelle, mais il y a aussi un service de garde pour les plus jeunes. Notre chef a offert des ateliers sur la nourriture aux enfants du service de garde, les plus jeunes, ceux de 2 ans. Il en a aussi offert aux jeunes du secondaire. C'est là qu'il faut commencer à redéfinir notre rapport à la nourriture. Si nous voulons nous attaquer à des problèmes aussi profonds et aussi systémiques...

M. Pierre Breton: Vous parlez d'éducation?

M. Marc Allain: Il s'agit de plus que de simple éducation.

Le vice-président (M. Luc Berthold): M. Breton, je vous informe qu'il vous reste 30 secondes, au cas où vous voudriez toujours partager votre temps de parole avec Mme Dabrusin.

M. Pierre Breton: Je vous remercie de votre passion, monsieur Allain.

M. Marc Allain: Il n'y a pas de problème, mais c'est de l'éducation avec un grand É qu'il est question. Cela dépasse la dimension de l'école et atteint celle de la communauté.

Le vice-président (M. Luc Berthold): Vous avez 15 secondes, madame Dabrusin.

[Traduction]

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Monsieur Obed, je crois que je vais m'en tenir à mes 15 secondes et être rapide.

Vous mentionniez que plusieurs pistes possibles ont été cernées. Je ne vais pas avoir le temps de vous laisser nous en parler oralement, mais pourriez-vous nous fournir une liste des types de pistes que vous considérez comme déjà identifiées par l'Inuit Tapiriit? Ce serait fantastique.

Je vous remercie.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): C'était une excellente intervention, madame Dabrusin. Il serait certainement intéressant d'obtenir des informations de M. Obed. Je vous remercie.

Madame Ruth Ellen Brosseau, vous avez six minutes.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins de leur participation.

[Traduction]

Monsieur Obed, je lisais des articles au sujet d'Amazon Prime qui disent que le service a pris beaucoup d'ampleur aux États-Unis et qu'on l'utilise de plus en plus au Nunavut. Le prix de certains aliments et produits de première nécessité, comme les couches et la farine, est insensé. On croirait presque une crise nationale, l'insécurité et la situation. J'aimerais avoir vos commentaires sur Amazon Prime, sur son fonctionnement, sur l'utilisation qu'en font les gens.

Par ailleurs, le gouvernement a essayé plusieurs fois... Nous avons Aliments-poste et nous avons maintenant Nutrition Nord Canada.

M. Natan Obed: Les envois n'ont plus de secret pour quiconque vit dans l'Inuit Nunangat. Tout le monde sait comment acheter en ligne, ce qu'il ne faut pas expédier et ce qu'il faut expédier. Amazon Prime et d'autres avant lui ont offert la livraison gratuite dans certains cas, dans certains endroits, mais c'est difficile du point de vue de la viabilité. Expédier même un tout petit colis d'un kilo, un kilo et demi, de pas plus d'un pied de diamètre, de la capitale du Nunavut, Iqaluit, à Ottawa peut coûter jusqu'à 50 \$.

Quand des entreprises comme Amazon Prime offre la livraison gratuite, les gens accourent et les utilisent davantage que dans le Sud. Il y a toujours un risque, cependant, que le service soit supprimé à tout moment.

Le problème, c'est que la circulation des marchandises dans ce pays n'est pas équitable, surtout en ce qui concerne les biens et les services essentiels. Sur nos 53 communautés, seule une est desservie toute l'année par une route. Nos ports, nos pistes d'atterrissage constituent notre infrastructure essentielle. Nous n'avons pas de réseau ferré. L'absence de tous ces éléments d'infrastructure fait augmenter le prix de tout ce qui arrive dans nos communautés, périssable ou non périssable.

Je pense que nous en sommes encore, dans l'Arctique canadien et l'Inuit Nunangat, à l'étape de la construction de la nation. Cet

exemple d'une entreprise de vente au détail en ligne en particulier et de la livraison gratuite qu'elle propose n'est qu'un élément d'un tableau beaucoup plus grand dont nous devons, à mon sens, régler les problèmes.

● (1710)

Mme Ruth Ellen Brosseau: Comme vous l'avez dit, la livraison gratuite pourrait être supprimée. L'entreprise pourrait tout simplement décider de fonctionner autrement.

Je vous remercie.

[Français]

J'aimerais poser une question à M. Allain.

Le Canada est l'un des seuls pays du G7 qui n'ont pas de stratégie pour les petits déjeuners à l'école.

Pouvez-vous nous parler de l'importance d'inclure quelque chose de similaire dans notre stratégie alimentaire pancanadienne?

M. Marc Allain: Je pense que c'est essentiel.

N'importe quel type de sécurité alimentaire qui ne tiendrait pas compte des enfants ferait erreur dès le départ. Cela doit être inclus. Non seulement c'est une nécessité, mais c'est aussi une occasion en or. Nourrir un enfant n'est pas seulement une obligation; le nourrir adéquatement augmente la possibilité de développer une relation saine qui va durer le reste de sa vie.

Si on ne le fait pas, les habitudes dont on parlait et qui mènent aux problèmes auxquels on sera confrontés plus tard se développent et sont beaucoup plus difficiles à perdre. Non seulement une telle politique doit-elle s'attaquer à cet aspect, mais c'est celui-ci qui offre les plus grandes possibilités. Si on veut vraiment changer le monde et la façon dont on le nourrit, on doit commencer par les enfants.

Mme Ruth Ellen Brosseau: C'est excellent. Je vais prendre cela en note en vue d'une recommandation.

Lors du 41^e Parlement, ma collègue Mme Quach a déposé un projet de loi sur l'achat local. Malheureusement, le gouvernement conservateur de l'époque a voté contre. Cependant, elle va déposer son projet de loi de nouveau.

Pouvez-vous nous parler brièvement de l'importance qu'aura l'achat local dans la prochaine politique alimentaire?

[Traduction]

S'il me reste assez de temps, j'aimerais poser une autre question sur la façon dont cette stratégie alimentaire peut soutenir le secteur des produits biologiques. Il me semble que de plus en plus de Canadiens sont curieux de savoir d'où viennent leurs aliments. Quand ils en ont les moyens financièrement, ils achètent bio, ils posent des questions, et ils réclament un étiquetage obligatoire des OGM.

Pouvez-vous en dire un peu plus à ce sujet?

Je ne sais pas combien de temps il me reste.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Il vous reste 20 secondes.

[Traduction]

Mme Tia Loftsgard: Je pense que nos concitoyens demandent une agriculture biologique ou durable. Oui, nous représentons le secteur biologique, mais nous espérons que tout le monde recherche plus de durabilité et de transparence dans l'étiquetage des aliments et dans les systèmes alimentaires. Les produits biologiques existent bien sûr depuis de nombreuses années, mais je crois qu'en ce qui concerne la réglementation, nous sommes en pleine évolution. Nous voyons plus de producteurs intéressés et plus de consommateurs. Le marché évoluant, nous allons voir de plus en plus de gens s'intéresser davantage aux aliments biologiques et à l'étiquetage transparent, et je crois que notre gouvernement persistera à cet égard.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Merci beaucoup.

Je sais que c'était bien involontaire de votre part, mais vous avez pris le temps de parole des trois personnes.

Je dois maintenant donner la parole à M. Peschisolido.

[Traduction]

M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Je vous remercie.

Tia, souhaitez-vous poursuivre?

Mme Tia Loftsgard: Je soulignerai les quatre piliers proposés au sujet de la politique alimentaire. Le biologique est, à mon avis, un système global, intégré, et il nous faut une approche systémique de l'alimentation. Je suis heureuse de voir les initiatives réalisées parce que les produits biologiques ont toute leur place dans chacune de ces enveloppes.

• (1715)

M. Joe Peschisolido: Tia et monsieur Falk, vous avez mentionné qu'il n'existe pas de système de soutien pour le secteur biologique. Comment pourrions-nous vous aider à travers la politique alimentaire nationale?

Mme Tia Loftsgard: Je soulignerai qu'il ne s'agit pas seulement du secteur biologique. Nous créons ce système pour tout le monde. Nous participons à un groupe de travail spécial qui propose un conseil de gouvernance pour la politique alimentaire nationale parce que tout ne sera pas parfait du premier coup. Nous allons devoir continuer de réfléchir aux besoins de différents secteurs, de différentes personnes dans différentes collectivités. Nous sommes entièrement favorables à l'idée d'un conseil de la politique alimentaire nationale qui aidera à examiner les différents secteurs et les différents acteurs afin de produire des aliments sains conjointement avec celles et ceux qui ont besoin d'y avoir accès.

[Français]

Le vice-président (M. Luc Berthold): Merci beaucoup, madame Loftsgard.

Je remercie les témoins qui sont avec nous aujourd'hui. Comme vous pouvez le constater, des voyants s'allument autour de nous. Cela signifie que les députés sont appelés à la Chambre pour voter. Je vous remercie beaucoup de votre présence et de vos témoignages. S'il y a des choses que vous n'avez pas pu communiquer aux membres du Comité faute de temps, je vous invite à entrer en contact avec eux pour leur en faire part. Nous aurons l'occasion de transmettre vos recommandations aux analystes.

Je mentionne aux membres du Comité que nous avons deux questions à aborder. La première concernait ce rapport, et nous avons convenu d'en parler jeudi. L'autre question concernait des demandes potentielles de voyage du Comité. Je vous invite à y penser pour la rencontre de jeudi. Nous aurons l'occasion d'en discuter. Nous avons reçu une lettre du comité de liaison nous demandant des réponses pour vendredi. S'il n'y a rien de proposé jeudi, il n'y aura donc aucune possibilité, pour le Comité, de faire de déplacement l'hiver prochain.

Nous en reparlerons jeudi.

Je vous remercie beaucoup.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>